

## **RETOUR SUR LE DÉVELOPPEMENT**

**30<sup>e</sup> anniversaire de l'association**

**La Ligne d'horizon - Les amis de François Partant**

*Nous vivons une époque obscène.  
Et ne laissons à personne le droit de dire  
qu'après tout la Terre  
en a vu d'autres. Et ne laissons à personne le  
droit de s'abstenir de voir et de savoir.  
C'est que, somme toute, ne manquent pas les  
prophètes.  
Prophète : non pas celui qui dépeint le  
lendemain,  
mais qui décrit à haute voix faits et méfaits  
de ce jour et, pelant les apparences, arrachant  
écorces et trompe-l'œil, assure la liberté  
de choix en exposant ce que cachent tant de  
fausses évidences.  
... François Partant témoigne de cette exigence.*

Jacques Decornoy,  
préface à *Cette crise qui n'en est pas une*

A l'occasion du trentième anniversaire de **La Ligne d'horizon - Les amis de François Partant**, une belle rencontre amicale et studieuse, entre vieux et nouveaux amis de l'association, a eu lieu les 4 et 5 octobre 2019 dans les locaux de la mairie du 2<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Sur le thème *Retour sur le développement*, il s'agissait de réfléchir aux conséquences de l'idéologie du développement sur la paysannerie et les migrations.

### ***La Ligne d'horizon, toute une histoire***

Dès le vendredi 4, les témoignages se sont succédé pour évoquer **François Partant**. Michel Parfenov, son ami et éditeur, membre fondateur de l'association, a longuement parlé de l'homme et de ses idées. A travers des échanges avec d'autres amis présents, et la lecture, par son petit-neveu Baptiste Pinteaux<sup>1</sup>, d'extraits de textes de Hugues Bertrand<sup>2</sup>, c'est toute l'humanité de François Partant, sa prescience, sa pensée aussi radicale que réfléchie, qui ont été remises en perspective. Une pensée construite à partir d'un principe de responsabilité personnelle, et de son expérience dans les réseaux financiers du développement : à les côtoyer, il a vite compris à quel point le mode de production était destructif, à quel point le but était de déposséder les gens de la maîtrise de leurs moyens de vie.

Puis Silvia Pérez-Vitoria, autre membre fondatrice, a retracé le parcours de **La Ligne d'horizon**, requalifié les objectifs de l'association et ses intérêts, ceux d'il y a trente ans et d'aujourd'hui, et rendu compte de ses activités quotidiennes et des hauts moments qui ont marqué son histoire. Notamment, les

---

<sup>1</sup> Baptiste est le fils de la regrettée Florence Roche-Pinteaux, nièce de François Partant et membre fondatrice de l'association.

<sup>2</sup> Extraits cités en annexe. Hugues Bertrand, mort en 2018, était un ami très proche de François Partant.

colloques *Défaire le développement, refaire le monde*, organisé au Palais de l'Unesco en 2002 – qui a représenté un événement-charnière dans la critique du développement et donné naissance au mouvement de la décroissance – et *Nourriture, Autonomie, Paysannerie*, à Albi, en novembre 2008, autre point de référence majeur, cette fois-ci, dans l'analyse et l'essor de l'agroécologie.

Des rencontres, des débats, des publications – de François Partant, mais aussi d'autres penseurs proches de lui, comme François de Ravignan –, des films – notamment la série *Au nom du progrès*, réalisée par Marie-Claude Deffarge et Gordian Troëller entre 1974 et 1984 sur des scénarios de François Partant. La mise en réseau avec des entités proches et la diffusion de textes dans le bulletin de l'association ont structuré et animé la vie de l'association tout au long de ces trente dernières années, toujours dans le but de diffuser et de mettre au jour la pensée de François Partant, sa critique du développement et les alternatives d'un après-développement urgent et nécessaire.

Hommage a été rendu aux adhérents disparus.

La journée s'est terminée par un pot amical et festif, à la fois simple et gourmand, célébré dans le beau cadre de la salle des mariages de la mairie du 2<sup>ème</sup>. Dans la même salle, une exposition de livres et autres produits, édités ou diffusés par l'association, était présentée au public.

Le samedi 5, deux tables rondes étaient organisées pour analyser le *Retour sur le développement*, thème de la rencontre. Le matin, de 9 h 30 à 13 heures, **Jean-Pierre Berlan**, **Josie Riffaud** et **Silvia Pérez-Vitoria** avaient pour mission de répondre à la question centrale :

***comment le développement détruit les paysanneries.***

L'après-midi, de 14h30 à 18h, après une courte vidéo d'introduction<sup>3</sup> dans laquelle Sani Ladan, jeune émigré camerounais militant pour les droits humains et médiateur culturel, explique l'action destructrice de l'Occident en Afrique, **Gus Massiah, Pierre Salama** et **Diana Malpede** ont abordé les logiques du

*développement, principale cause des migrations.*

Les discours des intervenants et les débats ont été passionnants et le public – une quarantaine de personnes – y a contribué par des interventions d'une grande richesse. La restitution des débats sur place n'ayant pas été possible par manque de temps, voici donc un résumé.

### *I. Comment le développement détruit les paysanneries*

**Silvia Pérez-Vitoria** introduit le débat en expliquant que l'histoire du développement est celle de la destruction des paysanneries partout dans le monde, une société moderne étant, pour les économistes du monde entier, une société sans paysans.

**Jean-Pierre Berlan**, économiste, ancien directeur de recherche en sciences économiques à l'Institut national de la recherche agronomique à Montpellier et auteur de *Planète des clones. Les agronomes contre l'agriculture paysanne* (La Lenteur, 2019), a expliqué de manière claire, argumentée et illustrée par des exemples (notamment en opposant les techniques paysannes et industrielles de production et de reproduction du maïs)

---

<sup>3</sup> Ladan, Sani, *¡África tiene voz!* - Spanish Revolution (En espagnol) Traduction : Silvia Pérez-Vitoria. Nous remercions Clément Pinteaux pour le sous-titrage de la vidéo en français.  
<https://www.youtube.com/watch?v=Vtib0Sbm11w>

comment les agronomes, en travestissant la réalité, ont contribué à la destruction de la paysannerie : le clonage a été assimilé au progrès et ce principe uniformisant est désormais applicable aux plantes, aux animaux et bientôt aux êtres humains, par le système industrialisé.

Paradoxalement, dit Jean-Pierre Berlan, les principes de l'agriculture industrialisée établissent que les variétés doivent être « homogènes et stables », une vraie contradiction dans les termes. Les techniques industrielles brevetées visant à l'augmentation des rendements conduisent à l'hybridation, ce qui oblige les agriculteurs, à chaque saison, à acheter leurs semences aux propriétaires des brevets, pour des gains qui pourraient tout à fait être obtenus par des techniques traditionnelles, adaptées aux besoins des populations et fondées sur la gratuité de la nature. Les clones qui détruisent la biodiversité sont porteurs de pesticides et d'autres produits chimiques qui font partie du système et entrent dans la chaîne alimentaire ; en séparant la production de la reproduction - une question anthropologique majeure au cœur du débat agricole depuis deux siècles -, ils en finissent avec les savoirs paysans. Et la paysannerie elle-même, transformée en une activité hors-sol, est incapable de subvenir à tous ces frais. Et les dégâts sur l'environnement ne sont pas pris en compte.

Le poids de la science est tel, conclut Jean-Pierre Berlan, que seul le regard des généticiens et une confluence idéologique avec les tenants du système techno-industriel sont à même de déterminer quelle technique est « capable d'améliorer la vie humaine » et, simultanément, de remplacer les acteurs dans leur propre intérêt. Il faut en conséquence se méfier de la science officielle et des politiques d'Etat (qu'il tient à différencier des politiques publiques) et chercher sans cesse à recréer la variabilité, la biodiversité, la gratuité.

Comme l'a dit Thierry Salantin pendant le débat, nourrir neuf milliards d'êtres humains (comme du bétail dans un hangar) devient un alibi pour la techno-agro-industrie, tandis qu'un changement d'angle s'impose : il ne faut pas nourrir l'humanité mais laisser les gens se nourrir.

L'approche de **Josie Riffaud**, paysanne elle-même, membre de la Confédération paysanne et ancienne représentante pour l'Europe au C.I. de la Via Campesina, est fondée sur son expérience personnelle comme agricultrice – d'abord de fleurs sèches et de plantes médicinales et aromatiques, puis leurs dérivés – ainsi que sur sa lutte contre le système capitaliste industriel. Elle souligne à quel point il est important de comprendre les réalités qui caractérisent l'industrialisation et de prendre conscience des pressions énormes et destructrices qui se déclenchent. Elles n'ont rien d'une fatalité, mais découlent bien davantage de choix politiques car, affirme-t-elle, le rôle du développement dans l'agriculture est un rôle *assassin* : un système qui affame les peuples et les empoisonne, qui crée des déséquilibres sociaux et écologiques.

L'industrialisation de l'agriculture est un problème sociétal : en témoignent le flux constant de personnes qui s'intéressent à la campagne et aux activités paysannes, et un changement radical dans la perception de la paysannerie, très méprisée dans l'après-guerre. Depuis 1996, la souveraineté alimentaire, lancée par le mouvement paysan international Via Campesina, devient le leitmotiv de la riposte et « un cri du peuple » : une autre vision du monde qui suppose de vivre et de faire autrement.

Pour mener à terme cette riposte, Josie Riffaut favorise le passage de la concurrence à la solidarité, que ce soit dans le quotidien, dans les luttes pour les terres et les semences paysannes, la revendication des savoirs paysans et artisanaux, l

l'opposition aux règles commerciales restrictives et uniformisantes (l'exemple qu'elle donne est éclairant : les producteurs de plantes médicinales n'ont pas le droit de dire à quoi elles servent s'ils les vendent sur les marchés), le soin des sols et des eaux, les droits de la paysannerie et des femmes, contre les OGM, pour la biodiversité, contre le dérèglement climatique, etc. en considérant toujours les interactions entre les différents domaines d'action.

Comme le remarque Miguel Neau « il faut tout repenser en termes d'agroécologie paysanne » : les techniques, les espèces, la taille et la temporalité des fermes, l'accès à la terre<sup>4</sup>... sans que, précise Josie Ruiffaud cela puisse être pré-pensé, mis dans des moules. Le sujet de la formation, ou plutôt d'une formation correcte, a été évoqué dans le débat, comme également le choix et la critique des faux modèles (le Bec Hellouin ou La ruche qui dit oui...). C'est, souligne encore Miguel Neau, la distinction entre agriculture paysanne et industrielle qui compte, plutôt que celle qui s'établit entre l'agriculture bio et conventionnelle.

Il y a quelque chose qui ne va pas, nous dit Josie Riffaut, quand le mal-être règne et que la grande majorité de la population, dans tous les secteurs, manifeste qu'elle « n'en peut plus ». Devant l'injustice sociale, la syndicaliste qu'elle est revendique un revenu digne et une reconnaissance sociale car il faut un grand courage pour faire et vivre la paysannerie d'une manière cohérente. Mais elle souligne qu'un autre monde est possible, à portée de main après des prises de conscience, des désertions, des projets concrets (elle prend l'exemple des paysans-boulangers) et des zones à reconquérir, loin d'une vision romantique, naïve et en manque de politisation.

La dernière intervenante de cette séance est **Silvia Pérez-Vitoria**, économiste, sociologue et documentariste, auteure d'une

---

<sup>4</sup> Miguel recommande vivement l'article *La bagarre de l'hectare*, signé par Lucile Leclair et publié dans *Le Monde diplomatique*, juillet 2019, p. 22.

trilogie majeure sur la paysannerie<sup>5</sup> et membre fondatrice de **La Ligne d'horizon**.

Pour François Partant, nous dit Silvia Pérez-Vitoria, « *dans le cadre d'un pays industriel, la mise en forme d'une socio-économie alternative impliquerait, tout comme dans le tiers monde, que le pivot soit dévolu au secteur agricole. L'agriculture serait nécessairement le socle d'une reconstruction de l'économie, donc de la société* (François Partant, *La Ligne d'horizon*) et sa protection, une condition pour que les peuples puissent se nourrir, une assurance de souveraineté alimentaire. Deux piliers donc : savoir paysan et souveraineté alimentaire pour une reconstruction sociale et environnementale, face à une impasse déjà largement reconnue mais à laquelle on cherche des solutions aussi effrénées que destructrices : services écosystémiques, agriculture connectée...

Comment faire ? Il n'y aura pas une réponse mais des cheminements :

**a.** La remise en question des éléments constitutifs d'une idéologie : croissance, progrès, développement, financiarisation, rôle de l'Etat, militarisation...

Tous les Etats, même les plus défavorisés dans la répartition des avantages et des charges, ont intégré le développement et c'est l'une des raisons qui ont fait naître la déception pour le politique. Le mot d'ordre est « modernisation ». Il faut moderniser les paysans (machines, rendements, TIC) et cela équivaut à les faire disparaître.

**b.** Le débat agroécologique car le discours de l'agriculture industrielle ne tient plus. On a atteint les limites (énergie, eau, pollution...) et en réalité, les trois-quarts de l'alimentation

---

<sup>5</sup> Pérez-Vitoria, Silvia, *Les paysans sont de retour*, Arles, Actes Sud, 2005 ; *La riposte des paysans*, Arles, Actes Sud, 2010 ; *Manifeste pour un XXIème siècle paysan*, Arles, Actes Sud, 2015.

mondiale proviennent de petits paysans sur 25% des terres agricoles, ce qui nous conduit à garder une idée de *socle* en termes de paysannerie.

c. La reconnaissance des forces sociales capables de porter un changement. Nous vivons dans une société légaliste où l'on croit plus au droit qu'aux luttes : « Tout au plus parle-t-on d'agir... or il faut lutter ! », affirme Silvia Pérez-Vitoria.

On parle beaucoup du consommateur, mais ce n'est pas le consommateur qui regarde le sol, qui se procure les semences, qui associe les plantes... L'agriculture urbaine peut contribuer à créer une conscience, mais la qualité et la capacité de maintien de l'agriculture réside dans la paysannerie. Des prémisses de quelque chose qui bouge, un basculement des axes d'intérêt, de nouveaux possibles, émergent ici et là.

c.1 Au niveau collectif, la défense des terres agricoles face aux grands projets, à l'extractivisme et à l'urbanisation (à Bure, à Gonesse, à Notre-Dame des Landes comme dans ce qu'on appelle le "tiers monde"), une mobilisation et une prise de conscience impensables jusqu'à il y a peu, sur les pesticides, les OGM, l'accès à la terre. Mais nous sommes toujours sur un mode défensif, il s'agit de préserver, d'empêcher des dégâts.

c.2 La seule force sociale capable de porter un autre modèle social de manière active, c'est Via Campesina. Fondée sur la paysannerie, (le mot *paysan*, les droits *paysans*<sup>6</sup>) la relocalisation de la production, la distribution, la récupération des savoir-faire et leur mise en œuvre pour des « territoires sauvés ».

c.3 Deux exemples de dissidences territoriales, le MST (Mouvement des sans terre) au Brésil et les Zapatistes au

---

<sup>6</sup> La Via Campesina a obtenu de l'ONU la *Déclaration sur les droits des paysans et autres personnes travaillant en milieu rural*, adoptée par l'Assemblée Générale le 17 décembre 2018 à New York (<http://www.adequations.org/spip.php?article2535>).

Mexique, qui ont construit des rapports au monde et à la société différents, qui élargissent le champ des possibles. A nous de chercher les nôtres...

Le constat qu'on ne pourra pas changer sans les paysans met à mal les prémisses mêmes qui affirment qu'un pays moderne est un pays sans paysans.

**Dans le débat** qui a clos la séance du matin, Josie Riffaud a rappelé la spécificité de la question paysanne face à la logique des ONG ou des institutions, qui exige de redonner sa place à l'agriculture dans l'imaginaire social, entre la négation et le romantisme dominants.

Elle a également évoqué la question du décalage très fréquent entre les structures existantes et les nouveaux besoins, qui amènent à repartager les grosses fermes, à repenser les investissements. Dans l'âme paysanne, dit-elle, existe un principe de rébellion contre cette industrialisation qui a fait des artisans et des paysans des ouvriers, des esclaves, jusqu'à leur disparition. La relation à la nature et au monde qu'ils entretiennent n'est pas une relation de domination, ni de soumission.

La propriété, l'accaparement, la concession et l'usage de la terre ont été évoqués, un vrai problème qui n'a pas de réponses simples. Comment contrer le processus d'urbanisation et la spéculation ? Comment mettre en place effectivement les droits d'usage ? Comment gérer « notre autonomie chez nous » ? Comment assurer le relais sans déstabiliser les plus âgés ?

Des associations comme Terre de Liens, qui a pour but de donner les moyens de préserver les terres agricoles, de faciliter l'accès des paysans à la terre et de développer l'agriculture biologique et paysanne, ou la SAFER, qui semble avoir du mal à

accomplir son rôle de redistribution des terres, proposent des procédures concrètes mais limitées.

La recréation et la réinvention de solidarités à partir de la vie des villages, un changement de la perception de la société (Diana Malpede), une re-conceptualisation culturelle et intellectuelle deviennent urgentes, d'autant plus que la prétendue agroécologie industrielle avance (Miguel Neau), que le libre échange promeut les importations et que les filières technologiques font le pari de la nourriture artificielle sur la vague du piège de la mode végane et de l'hyper sécurisation du consommateur.

## *II - Le développement, principale cause des migrations*

Les participants, **Diana Malpede, Gus Massiah et Pierre Salama** ont été invités à discuter l'assertion selon laquelle pour arrêter les migrations il suffit de développer les pays d'origine.

**Gus Massiah**, ingénieur et économiste, est l'une des personnalités centrales du mouvement altermondialiste. Il a ouvert la session par une mise en perspective du rapport entre migrations et développement à partir de trois entrées : l'émigration, le développement et leur rapport. À quoi correspondent les ruptures ? De quelle manière se posent les continuités ?

Dans le discours dominant, le rapport entre migrations et développement s'appuie sur l'idée que le développement est synonyme de progrès et de transformation sociale, et sur l'évidence que les migrations sont le fait des pays sous-développés. En conséquence, il suffirait de développer ces pays d

l'origine pour les arrêter. Toute complexité est sous-estimée, comme par exemple les inégalités dudit développement. L'idée assénée est radicale : nous allons nous attaquer aux causes et développer les pays (par « l'aide ») et en attendant, nous interdisons aux migrants de venir chez nous, mettant en route une autre fausse évidence : la préservation des frontières.

Dans la bataille idéologique, il convient de déconstruire les fausses évidences : en réalité **c'est le développement qui crée les migrations.**

Historiquement, dans le contexte du capitalisme, le développement a entraîné la création de déséquilibres : les agriculteurs ont été arrachés de leurs terres pour fournir leur force de travail aux usines, l'accroissement de la productivité a provoqué la ruine des artisans, jusqu'à ce que, par la suite, la réduction de la demande de main-d'œuvre entraîne l'accroissement du chômage, qui est à l'origine de l'émigration. À un moment donné, les flux peuvent se tarir et s'inverser en laissant derrière eux des changements structureaux.

Il faut remettre en question la conception même de l'émigration et du développement en reconsidérant les ruptures économiques, politiques ou environnementales à l'origine des déplacements. Tenir compte des différences énormes de qualification des migrants et des quatre niveaux en jeu : le local, le national, la grande échelle et le global. Il faut savoir que 90% de migrants restent dans leur pays et que seuls 10% bougent de région en région, ce qui fait des migrations un phénomène à dimension principalement locale qui demande des solutions locales. On est loin de la « crise migratoire » fantasmée.

**Pierre Salama**, économiste et latino-américaniste reconnu, a abordé ensuite les aspects politiques et économiques des migrations dans le contexte du développement.

Pour lui, l'affirmation que « le développement peut freiner les migrations » relève du néo-colonialisme, un « retour du Blanc ».

Le développement est un concept *chewing-gum* et son rapport à la croissance économique est variable. Si la croissance est quantitative, le développement est qualitatif : il peut y avoir de la croissance sans développement, de la croissance qui favorise la formation des fortunes et l'épuisement des ressources, etc. Les mobilités obligées de l'intérieur vers les villes (comme en Chine ou au Brésil), qui relèvent de l'informalité, ne sont pas considérées comme des migrations. Au Brésil, ce phénomène concerne 60% de la population, et on ne parle pas de migrants.

Il n'y a pas que la concurrence pour les ressources : les déclassés par la numérisation, même avec un certain niveau de qualification (raison économique), les réfugiés en provenance de pays en guerre (raison politique) ou les déplacés environnementaux (raison écologique) vont vers des structures d'accueil. Par les envois de fonds, les migrations peuvent favoriser le développement des pays d'origine et la survie de ses habitants, avec pour effets secondaires la criminalité, les enfants abandonnés, la mentalité « rentière ».

La question est : comment éviter de s'engager dans des processus économiques qui rendent les gens de plus en plus vulnérables ?

**Diana Malpede**, membre de La Ligne d'horizon et fonctionnaire à l'UNESCO (auprès des institutions internationales d'aide au développement), évoque les effets des politiques de transfert des sciences et technologies (par ex. U.N. Technology Transfer Policies), de la privatisation des connaissances et de la

propriété intellectuelle, et des conventions internationales qui concernent le commerce et le libre échange imposées par les pouvoirs en place (institutions internationales comme U.N./UNESCO, la Banque Mondiale, OCDE et son Comité au développement, science et innovation et les Etats), notamment dans le domaine de l'agriculture. Ces effets ont un rôle très important dans les mouvements des populations et ont contribué à la « construction d'une hypocrisie entretenue par l'aide au développement ».

Par exemple, les relations, en général directes, entre les montants de l'aide au développement et le flux des fonds envoyés par les migrants vers leurs pays ne sont pas prises en compte dans l'analyse – « *Tout est fait pour que le développement – et l'hypocrisie – résistent et persistent* ». C'est une machine puissante au sein de laquelle émergent des ajustements et des demandes aberrantes pour contrer toute alternative, dans un langage discriminatoire (plans d'austérité) qu'il est impossible de changer de l'intérieur. Du militantisme à la conscience de la puissance d'un système, il faut déconstruire toutes les définitions qui ne tiennent pas compte des diversités locales.

**Le débat** a été vif. Le public a mis l'accent sur le bon usage des mots – la discrimination entre migrants et expatriés. On a soulevé le fait que l'aide au développement sert notamment à faire vivre les ONG et les institutions des pays récepteurs autant que celles des donateurs. L'« aide dédiée » est destinée à l'acquisition de ressources (notamment de technologie). Les sommes destinées à l'aide sont gonflées pour couvrir l'aide aux migrants dans leur pays d'accueil.

Des témoignages ont été recueillis dans ledit tiers-monde qui réclament qu'on les laisse en paix : « Lâchez-nous, plus vous nous aidez, plus vous nous enfoncez ! ».

Un ethnocide est en marche, affirme Thierry Salantin, alors que, notamment en Afrique, les modes de vie à faible empreinte de carbone contribuent à contrer le dérèglement climatique. Edgar Morin, lui, parle de « développement/ enveloppement »<sup>7</sup>.

La notion de biorégion est évoquée, qui peut donner des pistes pour une réappropriation des savoirs, des représentations et d'une transmission. Roger Luce montre le parallèle entre développés/ sous-développés et avancés/ attardés, et remarque que le développement n'a pas de fin et que, en conséquence, les « attardés » ne rattraperont jamais les développés. Il souligne que derrière la notion de développement, il y a une véritable idéologie.

« À force d'être en retard, la Corse va être en avance », rappelle Miguel Neau. Et Silvia Pérez-Vitoria cite François Brune qui explique que lorsque qu'il faut faire demi-tour, l'arrière-garde se transforme en avant-garde<sup>8</sup>. Elle cite encore les migrations des femmes roumaines à Huelva (Andalousie), discriminées, harcelées, privées de leurs papiers, mais acceptées parce que, ayant laissé leurs familles en Roumanie, les autorités sont rassurées : elles vont rentrer.

L'agriculture a besoin de main-d'œuvre, précarisée et temporaire, ce qui fait que l'immigration est structurelle au système, ajoute Josie Rifaud.

---

<sup>7</sup> Pour l'illustrer : « Il faut développer mais il faut aussi maintenir les enveloppements : les communautés, les solidarités, ou les médecines traditionnelles qui doivent se combiner à la médecine contemporaine. Développement/enveloppement. Si on regarde de cette façon également : mondialisation/démondialisation. Il faut sauver les territoires. Lorsque la mondialisation crée des déserts humains, agricoles, industriels, il faut réagir. Plus le global se renforce, plus nous avons besoin de local. En suivant cette norme, on va réhumaniser la mondialisation. » Morin, Edgar, *Face aux périls totaux nous devons « changer de pensée »*, L'Humanité, 15 octobre 2015. <https://www.humanite.fr/edgar-morin-face-aux-périls-totaux-nous-devons-changer-de-pensee-586523>

<sup>8</sup> « (...) nous menons un combat d'arrière-garde, mais paradoxalement ce combat se trouve être... un *combat d'avenir*. Car, lorsqu'une armée est engagée dans une impasse, il faut bien que, tôt ou tard, elle fasse demi-tour, et alors, *l'arrière-garde se trouve aux avant-postes* ! Dans un futur proche, on remerciera les personnalités pionnières qui ont montré qu'il était possible de résister et de vivre autrement... ». Brune, François, *Pour une société de frugalité*, Casseurs de pub, s.d. <http://www.casseursdepub.org/index.php?menu=doc&sousmenu=frugal>

Un participant se demande par quoi on pourrait remplacer l'aide au développement. Par la « coopération » ? La critique du développement est-elle une critique du capitalisme ? Que proposer pour que ces migrations s'arrêtent ? Des idées jaillissent : l'arrêt des guerres, la protection de la liberté de circulation des personnes, le respect du sous-sol, le regard vers les cultures ancestrales, la question de l'emploi et de la souveraineté alimentaire, l'éducation.

Un vif débat éclate ensuite au sujet de l'éducation, avec des points de vue différents : sa valeur émancipatoire d'un côté (pour les femmes (très) notamment), ses effets colonisateurs (des mentalités) de l'autre. Silvia Pérez-Vitoria évoque les écoles du MST (Mouvement des sans terre) au Brésil ou les écoles zapatistes qui contribuent à renforcer les liens locaux. Quelle éducation ? Et quelle santé ?

**Pour conclure**, Gus Massiah cite Mongo Béti : « La France défend ses intérêts, c'est normal. Si elle veut aider les Africains, qu'elle les laisse tranquilles. Quand elle défend ses intérêts, qu'elle le fasse ouvertement, qu'elle ne nous dise pas que c'est pour notre bien. »

Diana Malpede nous invite à commencer par réfléchir sur nous-mêmes. À casser le système d'évaluation construit sur des paramètres et des critères autoritaires (où sont passés le bien-être, le lien social, la convivialité ?). À casser les bourses d'aide à la recherche, recherche dirigée évidemment, qui favorise les migrations des chercheurs spécialistes des migrations, et les *migration policies* elles-mêmes. L'industrie du développement s'appuie sur le consensus de Washington, avec la libéralisation et la réductions des fonds publics, puis sur le consensus de Beijing, qui assure la présence massive de la Chine en Afrique (et ailleurs) comme premier donateur hors de toute conditionnalité, au

moment où même la Banque Mondiale est en train de revoir ses politiques de conditionnement (ONG, Bill Gates...) et que la FAO a un directeur chinois. « Il faut favoriser l'effondrement de tout ce système. »

Pierre Salama alerte sur l'éducation comme instrument de domination, et sur les mobilités qui excluent davantage encore. Il insiste sur le droit des peuples à porter un jugement sur les institutions et les gouvernements.

Gus Massiah conclut : une pensée critique et un rejet du développement s'imposent sans pour autant nier la complexité et les contradictions des situations concrètes. Trois aspects :

**1 La situation (comment on l'analyse, où en est-on ?)** On est dans la critique de la dépendance, deuxième phase de la décolonisation. Quel est le sens de la libération des peuples ? Les Etats du Sud sont mimétiques : ils ressemblent beaucoup aux Etats colonisateurs. La responsabilité de la France va de pair avec la complexité des situations, des Etats, des gouvernements. Nous sommes dans une phase nouvelle, l'ère du numérique, une rupture culturelle fondamentale qui peut faire apparaître des formes nouvelles d'émancipation.

**2 La bataille de l'idéologie** « J'attaque le développement en tant qu'idéologie. Car c'est bien une idéologie » qui impose un modèle de transformation sociale dans le contexte du capitalisme d'abord, du capitalisme néolibéral ensuite depuis les années 1980. Nous faisons face à une rupture écologique qui est une rupture philosophique : c'est la fin du temps et du monde infinis, racines mêmes du développement.

La contre-révolution en cours depuis 2013 n'étouffe pas les insurrections, nées, depuis 2011, sur un désir de changements très

profonds dans des domaines pluriels : droits des femmes, révolution écologique et numérique, décolonisation, peuplement de la planète et migrations. Avec une remise en cause profonde de la question de l'égalité et des droits, de leur définition, et des instances capables de les définir et de les régler.

### **3 La stratégie (qu'est-ce qu'on fait ?)**

Deux propositions de transformations sociales complémentaires remettent en question l'idéologie du développement :

- a) le droit à la liberté de circulation et d'installation,
- b) le droit de vivre et de travailler au pays.

Pour construire un « nouveau narratif » d'émancipation sur les migrations et contrer le développement, une question devient capitale : celle des alliances entre les mouvements intersectionnels, les autorités et les communautés locales, les mouvements sur les migrations et le monde scientifique.

### **Fin de fête**

La Ligne d'horizon remercie les intervenants et les participants pour leur présence et leurs contributions. Une assistance nombreuse a suivi les deux journées. Nous avons regretté l'absence de MM. Paul Polis, Emmanuel N'Dione et Xavier Noulhianne.

Merci à la Mairie du 2<sup>e</sup> arrondissement parisien pour la mise à disposition de ses beaux locaux rue de la Banque (!) et pour la gentillesse de tout le personnel qui nous a accueillis et aidés à tout moment.

La vidéo des tables rondes sera bientôt disponible sur notre site *www.lalignedhorizon.net*

Nous invitons les personnes intéressées par les thématiques de l'association à nous rejoindre. L'association est un milieu stimulant d'échanges intellectuels et amicaux, qui rassemble de personnes d'origines et d'activités diverses.

**Ce compte-rendu a été réalisé par Silvia Grunig**

## **ANNEXES**

**Hugues Bertrand**

## ***PARTIR***

François était penché sur sa vieille machine à écrire, comme s'il allait découvrir par miracle, sur le clavier typographique fatigué, le titre introuvable de son ouvrage. Un bouquin qu'il peinait à mener à terme. Il avait la main sur le front, moite, le regard un peu vitreux, la tête lourde, lourde...

Un éclair lui traversa soudain l'esprit. Il releva la tête : « La ligne d'horizon » ! La ligne d'horizon, oui, c'était bien de cela qu'il s'agissait. Son ouvrage précédent s'appelait « La fin du développement ». Il y démontrait avec vigueur et virulence qu'il n'était plus possible de continuer sur le même modèle : le « développement » à l'occidentale, l'extension de ce type de production et de consommation à l'ensemble des pays de la planète n'était tout simplement pas possible. Que cela nous plaise ou non, il allait falloir changer de modèle, modifier radicalement notre façon d'organiser et de penser notre relation à la planète, l'exploitation de ses ressources : passer à autre chose, à toute autre chose. Il pensait d'abord à la terre, à l'engraisement et aux traitements des sols, à l'extraction du pétrole et des matières premières, à l'eau et à ses usages, mais aussi à l'automobile, aux transports aériens, et à tant de choses encore... Nous étions en l'an de disgrâce 1984, et tous ces grands experts internationaux, ces spécialistes du développement, des ressources du sol, ces économistes savants et grandiloquents n'avaient toujours pas compris, n'avaient encore rien compris !

La fin du développement donc, le décès du vieux monde, la page qu'il allait falloir et savoir tourner. D'un côté le monde soi-disant « moderne », industrialisé, engagé sur la voie du « progrès » et de la consommation à outrance, déjà vieilli, vermoulu, condamné, et de l'autre, de l'autre : quoi au juste de l'autre côté ?

C'était précisément le sujet de l'ouvrage suivant, celui dont il venait de découvrir enfin le titre : « La ligne d'horizon ». Ce titre lui allait bien : il annonçait non pas des catastrophes, des malheurs, l'antéchrist, que sais-je encore ? Non, il ouvrait de nouvelles voies, d'autres perspectives, il déplaçait l'horizon...

C'est fini pour moi. La ligne d'horizon, elle est pour les autres, pas pour moi. L'horizon ne recule plus devant moi. Il est là, arrêté, fixe, sombre, noir : aussi noir et prostré que moi ! Il n'y a plus rien derrière, plus rien à découvrir au-delà. Lorsque je regarde cette ligne imaginaire je sais qu'elle est déjà plus loin, au-delà de moi, au-delà de ma vie. L'horizon est pour les autres, plus pour moi.

François n'était plus seul. D'autres pensaient comme lui. D'autres, surtout, commençaient à comprendre, intellectuellement mais aussi dans leurs tripes, dans leur vie quotidienne, ce qui était en train de se passer, de se préparer. Les paysans, voilà quelle était la nouvelle classe révolutionnaire, parce qu'elle allait être obligée de revoir complètement sa manière de produire, son productivisme imbécile et suicidaire, sa destruction des sols et des équilibres de la nature.

François se rapprocha du monde paysan. Il ne se contenta pas de discuter, d'échanger, il se mit à les aimer, à aimer leurs gestes lents, leur intelligence tranquille des rythmes et des lois de la nature. Il décida de quitter Paris, où il n'avait de toute façon, plus les moyens de vivre, étant dans l'obligation de s'installer chez l'un, chez l'autre, un mois, trois semaines, six mois. Même soutenu par la gentillesse et l'affection qu'il recevait, ce n'était plus tenable.

En vérité rien ne l'intéressait que le sort du monde et rien ne le préoccupait davantage que cette précipitation aveugle vers l'abîme, cette façon qu'ils avaient tous de ne rien vouloir voir, de ne rien vouloir entendre. Du côté de la droite et des puissances

d'argent, il pouvait comprendre. Ceux-là n'avaient pas l'intention de voir quoi que ce soit. Ils s'intéressaient juste à compter. Mais à gauche, à gauche, comment pouvait-on avoir pour seul horizon, pour seule stratégie, de répartir un peu mieux, de distribuer un peu plus ?

Il rédigea un nouvel essai au titre cru et explicite : « La fin du développement ». Il y faisait la synthèse de ce qu'il avait vu, appris, compris, vécu et combattait avec véhémence, de façon solide et très argumentée l'idée de développement. Sans être un succès de librairie, l'ouvrage eut un peu plus de retentissement que les précédents et contribua à populariser dans des cercles plus larges ses idées, à étendre le réseau de ses amis, et même de ses disciples. Il était maintenant très sollicité pour participer à des séminaires, à des rencontres, à des colloques « alternatifs », ou simplement pour venir présenter ses idées à telle association, à tel groupe de réflexion.

Il ne regrettait rien. Il avait pu passer pour un utopiste illuminé aux yeux de ceux de ses contemporains qui l'avaient connu. Mais il savait bien que pour leurs descendants, pour les générations suivantes, lorsqu'ils redécouvriraient ses idées, ses essais, il serait au contraire l'illustration de la lucidité totale, sans concession sur le devenir économique et écologique de notre société. S'était-il trompé de siècle ? Non, né deux siècles, trois siècles plus tard, il aurait été pareillement un utopiste, il aurait eu de nouveau tort de voir plus loin, trop tôt, trop fort !

Mais il avait confiance maintenant. Il voyait bien que les idées qu'il défendait commençaient à s'enraciner, à bourgeonner, qu'elles lui survivraient longtemps, très longtemps. Il pouvait fermer l'ouvrage de sa vie et partir, partir... Partir où, au fait ?

Il se remit à l'ouvrage, installé devant sa machine, mains sur le clavier, regard fixe sur la page blanche. Ma dernière page, pensa-t-il, une page qui restera blanche, définitivement blanche ! A

d'autres de la remplir : je ne peux plus, j'ai assez donné. Et puis la ligne d'horizon, c'est pour les autres, c'est pour Hubert, pour les autres, pour leurs enfants, pas pour moi. Ils sont assez grands pour finir sans moi. Ils savent mieux que moi ce que je pense. Mon bouquin, je l'écrirais moins bien qu'eux : moins bien écrit, moins bien agencé, moins bien présenté. Adieu, je passe la main.

*Nos plus vifs remerciements à Michèle Zuccarelli, épouse de Hugues Bertrand qui nous a confié ce texte inédit dont nous avons présenté des extraits. Une précision : ce texte ayant été lu lors de l'ouverture de la rencontre, nous nous sommes permis de rétablir le prénom « François » en lieu et place de « Jacques » choisi par l'auteur dans ce qui, pour lui, demeurait une fiction.*

Pour aller plus loin dans la connaissance de François Partant et de son oeuvre :

*[https://www.lalignedhorizon.net/pdf/  
brochure\\_francois\\_partant\\_homme\\_des\\_ruptures.pdf](https://www.lalignedhorizon.net/pdf/brochure_francois_partant_homme_des_ruptures.pdf)*